

10 MAI 1981

Mitterrand entre dans l'histoire

Avant-propos

Trente ans après la disparition de François Mitterrand, 45 ans après son accession au pouvoir, la gauche française continue de se mesurer à une figure qui ne cesse de la traverser et de l'habiter. Non comme un monument figé, mais comme une histoire vivante, plurielle, parfois paradoxale. Les textes qui s'écrivent aujourd'hui à son propos disent autant de celles et ceux qui prennent la plume que de l'homme et de l'œuvre qu'ils évoquent.

Certains relèvent de la mémoire personnelle, du lien affectif, de l'itinéraire vécu au contact d'un homme et d'une époque. D'autres interrogent l'héritage comme une exigence politique : une méthode, un rapport au pouvoir, une responsabilité collective qui oblige encore. Ces approches ne s'opposent pas, elles traduisent la diversité des rapports à une figure qui a durablement structuré la gauche et son rapport à l'exercice du pouvoir.

Repères socialistes s'inscrit pleinement dans cette seconde tradition. Celle de la réflexion, de la mise à distance, de l'interrogation politique. François Mitterrand n'est pas seulement une mémoire à honorer, il demeure une référence politique majeure à interroger, un point de passage obligé pour qui veut comprendre ce que gouverner à gauche signifie, dans la durée, dans la complexité, dans la tension entre ambition transformatrice et contraintes du réel.

En publiant ce texte d'Olivier Faure, Premier secrétaire du Parti socialiste, *Repères socialistes* propose le regard d'un responsable socialiste issu d'une autre école de la gauche – celle du réformisme rocardien – attentif aux conquêtes fondatrices comme aux débats, soucieux d'interroger ce que l'expérience mitterrandienne oblige encore la gauche à penser et à faire aujourd'hui.

À l'heure où la gauche est confrontée à de nouveaux défis historiques – sociaux, démocratiques, écologiques – évoquer Mitterrand, ce n'est pas chercher des réponses toutes faites. C'est accepter de se confronter à une exigence : celle de l'unité, de la durée, et de l'éthique du pouvoir.

Nous y associons les témoignages de Jacques Attali, Jean Glavany et Béatrice Marre qui ont tous trois occupé une place majeure dans l'organisation de la campagne de 1981. Ils décrivent la surprise et la joie qui sont venues couronner une décennie de préparation. Ils racontent les premiers pas avant l'accession à l'Élysée, l'ambiance à nulle autre pareille que Barbara avait si bien saisie dans sa chanson «Regarde». Oui, quelque chose a changé pour la gauche et pour le pays. Quarante-cinq ans après, nous revenons sur cette période.

Repères socialistes



À propos de Mitterrand Un héritage comme exigence

Par **Olivier Faure**, Premier secrétaire du Parti socialiste, député de Seine-et-Marne

Le 10 mai 1981, j'ai treize ans.

Je vis au neuvième étage de mon immeuble. Ce soir-là, dans ce quartier très populaire, les fenêtres se sont ouvertes pour laisser monter une clameur. Dans la rue, les klaxons éclatent, des cris se répandent. Les ouvriers de Michelin qui habitent la plus grande barre sont les premiers à descendre. Les gens s'interpellent, se répondent d'un immeuble à l'autre. La joie circule. Elle n'est pas feutrée. Elle est physique, sonore, collective. La politique, soudain, quitte les écrans pour entrer dans la vie.

Avec les mots d'aujourd'hui, on dirait l'ambiance d'un soir de victoire des Bleus en Coupe du monde. Mais ce serait insuffisant. Ce qui se joue alors n'est pas seulement l'alternance. C'est le sentiment, partagé par des millions de femmes et d'hommes, que quelque chose peut enfin changer — et que la vie déjà change. Comme le chantera Barbara quelques mois plus tard à Pantin, « l'air semble plus léger, c'est indéfinissable ». Pour la première fois depuis longtemps, des classes populaires, des mondes sociaux invisibilisés, se reconnaissent dans une victoire politique. Non par délégation abstraite, mais par identification sensible.

Trente ans après la disparition de **François Mitterrand**, ce souvenir ne vaut ni comme nostalgie, ni comme argument d'autorité. Il est un seuil. Il ouvre une réflexion plus exigeante. Car Mitterrand ne se résume ni à une date, ni à une émotion collective. Il est une trajectoire longue, une méthode politique, un rapport singulier au temps et au pouvoir, et une série de tensions que la gauche doit encore affronter si elle veut gouverner sans se renier.

Je n'ai jamais été mitterrandien par réflexe affectif. Ma formation politique s'est faite dans une autre tradition de la gauche, celle de Michel Rocard, plus délibérative, plus attentive aux moyens qu'aux seuls résultats, plus sensible à l'éthique de responsabilité qu'aux formes de mise en scène du pouvoir. Cette distance n'a jamais été chez moi une hostilité. Elle a été une manière d'apprendre. Car Mitterrand n'est jamais aussi fécond que lorsqu'on accepte de le regarder sans dévotion, dans ses réussites comme dans ses zones de friction.

⋮
⋮ *« l'air semble plus léger,
⋮ c'est indéfinissable »* Barbara

- *Avant d'être président, Mitterrand a été un homme qui observait.*
- *Il allait là où quelque chose se disait du pays, parfois de manière confuse,*
- *conflictuelle, inconfortable.*
- *Il n'allait pas seulement vers les lieux institués de la politique,*
- *mais vers ses marges, ses périphéries, ses lignes de faille.*

En 1974, il se rend au Larzac. Une centaine de paysans y lutte contre l'extension d'un camp militaire sur des terres agricoles. Accueilli par des opposants politiques, il y est hué, caillassé, exfiltré. Il aurait pu s'en tenir là. Il ne le fait pas. Il n'est pas venu chercher l'adhésion, mais à comprendre ce que ces luttes révèlent du rapport à l'État, à la terre, à la puissance publique. Plus tard, devenu président, il mettra fin à l'extension du camp militaire.

La même attention le conduit vers les mouvements féministes, homosexuels, antiracistes et vers l'ensemble de ces combats pour les libertés, la reconnaissance et l'égalité réelle. Les radios libres, loin d'être anecdotiques, incarnent à ses yeux une demande de parole et de pluralisme démocratique. Il ira jusqu'à en accueillir une au siège du Parti socialiste, cité Malesherbes, s'exposant ainsi à une descente de police. Mitterrand n'a pas tout anticipé. Il n'a pas toujours compris. Mais il a eu cette qualité rare : ne jamais mépriser ce qui émergeait. Il voyait dans le mouvement social non une menace, mais une matière politique à transformer, à organiser, à traduire en décision publique.

Cette attention n'efface pas une autre réalité, plus rugueuse. Mitterrand a toujours pensé le pouvoir comme une conquête personnelle autant que collective. Cette verticalité, redoutablement efficace, a aussi produit des opacités que d'autres, au sein de la gauche, ont toujours regardées avec inquiétude. Cette tension n'est pas un accident de parcours. Elle est constitutive de sa méthode. Elle dit quelque chose d'essentiel de la gauche lorsqu'elle s'approche du pouvoir : l'écoute ne suffit pas ; l'organisation est indispensable. L'intuition ne suffit pas ; la stratégie est nécessaire.

C'est ici que s'impose la question centrale de l'union. L'unité, comme condition concrète de la victoire, plutôt que comme posture morale ou incantation rituelle. Le Programme commun, le congrès d'Épinay, le patient travail de rassemblement entre Socialistes, Communistes, héritiers de la gauche chrétienne et réformistes venus d'horizons différents : tout cela n'a jamais été confortable. **Mitterrand n'a pas attendu que la gauche soit d'accord pour la rassembler. Il l'a contrainte à se hisser à la hauteur du pouvoir. Il savait que la gauche, livrée à elle-même, se fragmente ; que ses divisions ne sont pas accidentelles mais structurelles ; et que la responsabilité d'un chef n'est pas de les nier, mais de les organiser, parfois de les trancher.**

Ce choix ouvre une respiration parlementaire au cœur d'une Ve République conçue pour la verticalité. Il dit que le pouvoir n'est jamais une propriété, mais une charge. Pour la gauche, la leçon est durable : gouverner, ce n'est pas confisquer.

Mais la démocratie vécue dans la durée n'est pas un exercice confortable. Elle confronte à la solitude. La solitude de celui qui décide. La solitude de celui qui sait que toute décision est aussi incomplète, parfois juste pour les uns, plus douloureuse pour les autres. Mitterrand, dans cette solitude, n'a jamais cherché à se dérober. Il a assumé ce que le pouvoir a de tragique : l'obligation de choisir sans certitude, d'arbitrer sans garantie d'être compris.

C'est ici que la question éthique devient centrale. Non comme posture morale, mais comme boussole. Jusqu'où peut-on aller sans se perdre ? Jusqu'où l'efficacité peut-elle justifier les méthodes ? Jusqu'où le secret est-il compatible avec la confiance démocratique ? Mitterrand n'a pas toujours répondu de manière satisfaisante à ces questions. Ces choix ont laissé des traces. Les reconnaître n'est pas un règlement de comptes tardif ; c'est une condition de la transmission.

Gouverner longtemps transforme aussi le rapport à l'État. L'État n'est ni un simple levier, ni un adversaire à dompter. Il est une institution lente, traversée de cultures, de résistances, de savoirs accumulés. Mitterrand l'a compris. Il a su s'en servir. Il l'a parfois subi au prix d'une distance accrue avec le mouvement social. Là encore, la tension est constitutive. Elle dit la difficulté, pour la gauche, de rester fidèle à sa vocation émancipatrice lorsqu'elle épouse la temporalité de l'État.

Dans le même temps, la scène internationale impose ses propres contraintes. Les équilibres géopolitiques, les rapports de force économiques, la fin des blocs et l'émergence de nouvelles puissances rappellent que la souveraineté n'est jamais absolue. Gouverner, c'est composer avec un monde qui ne se plie pas à la volonté d'un seul pays. Cette réalité oblige à penser la responsabilité à l'échelle du monde, et non seulement à celle du territoire national.

Il est des phrases qui ne vieillissent pas parce qu'elles ne se limitent pas à décrire un moment. **Lorsque, en janvier 1995, Mitterrand déclare devant le Parlement européen que « le nationalisme, c'est la guerre », il n'énonce pas une maxime morale ; il adresse un avertissement. Presque un testament politique. Le geste de Verdun, main dans la main avec Helmut Kohl, demeure l'une des images les plus fortes de la réconciliation européenne. Il rappelle que la paix est un travail, et que l'Europe ne tient que par la lucidité qu'elle entretient sur ses propres démons.**

Sur l'Afrique, l'héritage est plus contrasté. Le discours de La Baule marque une inflexion réelle, une volonté affichée de lier l'aide française aux progrès démocratiques. Mais cette parole n'a pas toujours été suivie d'effets à la hauteur des principes proclamés. Les continuités de pratiques ont parfois contredit l'intention. Le dire n'affaiblit pas l'histoire ; cela la rend intelligible.

⋮
 ⋮ *Mitterrand, dans cette solitude,*
 ⋮ *n'a jamais cherché à se dérober.*
 ⋮ *Il a assumé ce que le pouvoir*
 ⋮ *a de tragique : l'obligation de*
 ⋮ *choisir sans certitude, d'arbitrer*
 ⋮ *sans garantie d'être compris.*

Si je reviens aujourd'hui à Mitterrand, c'est parce que son parcours oblige encore la gauche à se poser des questions simples et redoutables :

**Comment rassembler sans effacer les différences ?
Comment exercer le pouvoir sans confondre autorité et domination ?
Comment durer sans renoncer à l'essentiel ?
Comment tenir ensemble l'efficacité et l'éthique, le temps long et l'urgence sociale ?**

Les forces qui cherchent un débouché politique existent toujours. Elles s'expriment dans les luttes sociales, écologistes, féministes, démocratiques. La responsabilité d'un parti de gouvernement est de leur donner une traduction durable, fidèle à leurs aspirations, sans céder à la facilité des postures, ni à l'illusion des raccourcis.

- *L'héritage mitterrandien*
- *n'appelle ni l'imitation,*
- *ni la nostalgie. Il appelle*
- *la responsabilité. Il oblige*
- *à préférer la gravité*
- *aux simplifications, le temps*
- *long aux éclats éphémères.*
- *Il rappelle que la politique*
- *n'est ni un théâtre ni une pure*
- *technique, mais une pratique*
- *exigeante du réel, orientée*
- *vers l'émancipation humaine.*
- *C'est pour cela que j'ai adhéré*
- *au Parti socialiste, que j'y suis*
- *resté, et que j'y ai engagé*
- *ma vie d'homme.*



Entretien avec Jacques Attali



Attali collabore étroitement avec François Mitterrand à partir de 1973. En 1981, il devient conseiller spécial du Président de la République jusqu'en 1991.

Polytechnicien, ancien élève de l'ENA, membre du Conseil d'Etat, docteur d'Etat en sciences économiques, Jacques

de travail peuplés d'experts. A cette époque, nous n'avons pas cessé d'organiser des colloques – sectoriels et globaux –, de débattre avec nos adversaires. Nous avons procédé au chiffrage du programme, remis en cause des propositions qui ne convenaient pas. A partir d'octobre 1980, nous nous sommes attelés à la transformation de ce programme en mesures immédiates, sachant que l'obsession de notre candidat était que « ce que l'on ne fait pas dans les deux premiers mois, on ne le fait jamais ». J'avais à ma disposition tous les projets de loi et de décrets en lien avec les propositions du candidat.

Repères socialistes : À quel moment avez-vous acquis la certitude de la victoire de François Mitterrand ?

Jacques Attali : J'étais directeur de sa campagne de 1974, comme je l'ai été de celle de 1981 qui, à bien des égards, était un remake de la précédente, parfois un peu plus ennuyeux car nous n'étions pas confrontés à l'aventure extraordinaire d'avoir improvisé une campagne après la mort d'un président ; nous avons d'ailleurs reproduit l'organisation d'une campagne à l'autre.

J'ai eu la certitude qu'il serait élu le soir du débat avec Elkabbach et Duhamel, lorsque les deux journalistes lui ont posé la question piège, pensant le troubler, de sa position à l'égard de l'abolition de la peine de mort, alors que les sondages établissaient que les Français étaient contre. J'étais convaincu que sa réponse allait inverser les sondages, ce qui fut le cas.

Repères socialistes : Dans ces conditions, vous êtes-vous préparé à l'accession au pouvoir ?

Jacques Attali : Depuis 1974, j'avais commencé à réfléchir avec un grand nombre de groupes

Repères socialistes : Vous évoquez une préparation ancienne... le dispositif en charge de celle-ci a-t-il varié en sept ans ?

Jacques Attali : Non, il a été d'une très grande stabilité. Tous les jeudis matin, de 9h30 à 11h, François Mitterrand recevait sa garde rapprochée, composée de Pierre Joxe, Pierre Bérégovoy, Louis Mermaz et moi-même. Un peu plus tard, en 1976, j'ai associé Laurent Fabius.

Le groupe de travail également ont peu varié. Je dirais que les rares ajouts sont intervenus en 1980, lorsque nous avons connu un essoufflement, François Mitterrand était très bas dans les sondages, derrière Michel Rocard, et loin derrière le président sortant. Personne ne pensait alors que François Mitterrand serait élu. Pourtant, deux jeunes gens sont venus me voir en octobre 1980 pour travailler avec nous. J'ai fait le difficile, arguant que les équipes étaient complètes, alors qu'elles étaient loin de l'être, parce que beaucoup de gens étaient partis chez Michel Rocard. Ces deux impétrants, se prénommaient Ségolène et François...

Repères socialistes : Lorsque la victoire fut officielle, le dispositif pour prendre le pouvoir était-il arrêté ? Avez-vous été débordés par les événements, le candidat lui-même ?

Jacques Attali : Tout était au point, sinon que le candidat n'avait dit à personne quels seraient nos rôles, et que nous avons donc continué à travailler en équipe de campagne jusqu'au 21 mai, date de la passation de pouvoir. De fait, nous avons poursuivi la préparation des textes mais je ne savais à qui les distribuer puisque, évidemment, il n'y avait pas de ministres nommés. Moi-même, je n'avais aucune idée de la fonction que j'exercerais.

Cette équipe de transition, toutefois, se réunissait dans un lieu distinct du siège de campagne. Dans la mesure où la République n'avait rien mis à notre disposition, nous avons loué pour 15 jours un siège de transition, vide, où nous étions assis sur des caisses et recevions des visiteurs étrangers et des chefs d'entreprise, etc. Pierre Bérégovoy et moi avions organisé ce dispositif.

Ce n'est qu'à partir du 22-23 mai, une fois le Président en place, son équipe de l'Élysée désignée et le Gouvernement nommé, que l'on a pu distribuer les feuilles de route à chacun des ministres.

Même si beaucoup de ministres, à l'instar de Jacques Delors ou Robert Badinter, estimaient que l'on pouvait attendre, que nous n'étions pas saisis par l'urgence, nous voulions tout lancer en même temps, sans attendre même les élections législatives.

Nous avons donc porté concomitamment une série de lois qui sont devenues des évidences, comme la décentralisation, l'ouverture des radios libres, le lancement des nationalisations. Je rappelle que ces dernières ont pris trois ans avant d'être effectives puisqu'il y a eu de grandes négociations, le processus parlementaire, des recours, des décisions de justice, etc. Même si François Mitterrand avait une majorité absolue et un Premier ministre magnifique qui a très bien compris toutes les urgences, tout cela a pris du temps.

Repères socialistes : Comment votre poste de conseiller spécial vous a-t-il été confié par François Mitterrand ?

Jacques Attali : Le Président m'a proposé d'être ministre. J'ai refusé car la seule chose qui m'intéressait était de rester auprès de lui. Depuis son bureau à l'Élysée, il m'a désigné la pièce adjacente, située entre son bureau et celui du secrétaire général Pierre Bérégovoy. Il m'a notifié : « Vous vous installez là ; vous serez conseiller spécial. Cela vous convient-il ? ». Je n'ai pas eu l'occasion d'inventer ce titre, dont la paternité, sans que j'en sois certain, a été attribué à Pierre Bérégovoy.

Repères socialistes : Vous évoquez la majorité absolue à l'Assemblée nationale qui a procédé d'une dissolution, mécanisme assez inédit. Le choix a-t-il fait l'objet de débats ?

Jacques Attali : Non, il s'agissait d'une évidence. Et cela reste pour moi une évidence qui rehausse les erreurs commises par plusieurs présidents successifs. Si on ne dissout pas l'Assemblée le soir de son élection, on perd du temps, on perd de la popularité, on perd de l'énergie et le résultat des élections législatives, s'il a lieu 15 jours plus tard que la date à laquelle il pourrait avoir lieu, devient catastrophique.

Je le répète, François Mitterrand avait un sentiment d'urgence. Il a structuré un dispositif politique fort à cette fin. Le premier gouvernement était à cet égard entièrement composé de Socialistes. Il m'avait dit – je ne sais pas s'il l'a manifesté publiquement – : « Je ne prendrai de ministre communiste que si je n'ai pas besoin d'eux, c'est-à-dire si j'ai une majorité sans eux ». Ce qui a été le cas, puisque le PS a obtenu une majorité seul. A ce sujet François Mitterrand a d'ailleurs commenté devant moi : « Regardez bien. Vous ne le verrez plus jamais ».

Repères socialistes : Cette décision de dissolution traduisait-elle aussi la lecture des institutions du nouveau président de la République, avec une forme de présidentialisme assumée ?

Jacques Attali :

Présidentialisme, oui et non. Il avait été parlementaire pendant 27 ans avant d'accéder au pouvoir. Il avait une obsession du respect parlementaire. Il avait une très grande confiance dans le président de l'Assemblée Louis Mermaz et dans le président du groupe parlementaire qu'il avait choisi, Pierre Joxe, lequel a joué un rôle considérable. C'est lui qui a fait en sorte que les textes passent le plus vite possible.

De même, l'annotation principale sur les notes de ses collaborateurs, avant que tout le monde ne prenne définitivement le pli, était : « Laissez le gouvernement décider ». Par conséquent, ses horaires de travail étaient très

légers : il arrivait au bureau à 9 heures, le quittait à 20 heures. Il n'y avait jamais de séance de travail la nuit, sauf en cas de crise.

Dans ces conditions, nous tenions deux réunions importantes avec le gouvernement : la première le mardi matin avec le Premier ministre, le secrétaire général de l'Élysée, le premier secrétaire du parti, au cours d'un petit déjeuner, de 9h30 à 11h, afin de piloter l'action gouvernementale. La seconde, au cours d'un déjeuner avec ceux qui l'avaient accompagné entre 1974 et 1981, tous les mercredis après le Conseil des ministres, pour un pilotage politique. Le reste était entre les mains du gouvernement.

Repères socialistes : Parmi ceux qui accèdent au pouvoir, peu ont d'expérience préalable, à l'exception de Gaston Defferre ou Maurice Faure. Comment le président de la République voyait-il l'accession au pouvoir de cette nouvelle génération qu'il avait portée ?

Jacques Attali : Vous savez, c'est assez facile quand on a un président presque infailible dans son jugement, un Premier ministre

en totale coordination avec le chef de l'Etat ainsi qu'une majorité parlementaire soudée ; il n'y a pas beaucoup de difficultés à être ministre. Surtout quand les textes sont préparés à l'avance et ont été maturés pendant des années.

En outre, les hauts fonctionnaires ont été parfaits, républicains, nous n'avons connu aucun cas de sabotage. Je ne me souviens pas même d'un cas de démission pour raisons politiques. Il n'y a eu aucune chasse sorcière. Le secrétaire général du gouvernement, M. Marceau Long, est resté, remarquable, très aidant. Tous ces grands commis de l'Etat nous ont appris notre rôle.

Repères socialistes : Nous avons évoqué le 10 Mai comme date politique majeure ; vous-même, comment avez-vous vécu cette césure ? Une forme de gravitas s'est-elle imposée à vous ?

Jacques Attali : Beaucoup de gravité, en effet. Cependant, François Mitterrand m'avait accordé le fait de continuer à enseigner à Polytechnique, à publier des livres. Comme je n'avais pas de responsabilités autre que d'être son conseiller, je n'étais pas ministre, je n'étais pas visible excessivement.

Néanmoins, arriver dans des endroits tout à fait nouveaux générant un sentiment d'irréalité... Le 21 mai, un cocktail a été organisé dans la grande salle des fêtes après l'introduction. Il fait beau, les gens ségailent, etc. Paul Guimard, le grand écrivain qui allait devenir conseiller culture, pose sa main sur mon épaule et me dit avec humour : « Dépêche-toi de manger les petits fours parce que la salle est louée pour l'après-midi ». C'est exactement ce que nous ressentions : un syndrome de l'impromptu, mais qui n'a pas duré très longtemps. Très vite, l'administration a fait tout ce qu'il fallait.

Je vous livre une autre anecdote. Juste avant ce cocktail, je suis dans le bureau du président, seul

avec lui. Je ne sais absolument pas ce que je vais faire encore. Il reçoit plein de télégrammes qu'il lit, dont un du roi d'Espagne. Il me dit : « Oh qu'il est aimable, j'aimerais bien lui parler. Pouvez-vous me le passer ? ». Je n'avais jamais utilisé les appareils téléphoniques de l'Élysée. Je décroche le téléphone de son bureau. J'observe une touche « standard » (je suis le premier de la nouvelle équipe à parler au standard de l'Élysée, composé des collaborateurs de l'ancienne administration). Je m'entends dire « Je voudrais parler au roi d'Espagne », et une voix de répondre « Je vous le passe sur quel poste ? ». Voilà comment la République assure la continuité.

⋮
⋮
⋮
⋮
⋮
⋮
⋮
⋮
⋮
⋮

Entretien avec Jean Glavany



François Mitterrand

Membre du Parti socialiste à partir de 1973, Jean Glavany intègre l'entourage de François Mitterrand en 1979. En 1981, il devient son chef de cabinet après la victoire à l'élection présidentielle. Il préside aujourd'hui l'institut

trois autres personnes. Je n'ai pas osé l'interrompre, même pour une nouvelle pareille, mais mon cœur battait à tout rompre. A la fin d'une phrase, j'ai profité de l'occasion pour lui chuchoter que Lionel Jospin venait de m'annoncer sa victoire. Pas une ride de son visage n'a bougé, il m'a répondu « Bon, nous verrons cela plus tard » avant de reprendre sa conversation et d'être interrompu par Ivan Levaï qui lui a signifié qu'il préférerait savoir ce que je venais de lui dire plutôt que de poursuivre sur la forêt... Au même moment, une journaliste est entrée dans la salle en proclamant l'élection de Mitterrand, déclenchant un tohu-bohu.

Repères socialistes : Quel souvenir gardez-vous de cette journée du 10 Mai, avant l'annonce des résultats ?

Jean Glavany : C'est une journée classique dans l'organisation de l'emploi du temps du candidat François Mitterrand et de son entourage : quelle que soit l'élection, municipale, cantonale, législative, présidentielle, il se rendait à Château-Chinon. Il arrivait tard dans la matinée puisqu'il venait de Paris en voiture ; il votait en fin de matinée puis déjeunait au Vieux Morvan. Après quoi, ce jour-là, il a invité les journalistes - évidemment nombreux à l'accompagner - à faire le tour de Château-Chinon pour une espèce de promenade afin de leur montrer un certain nombre de réalisations. En fin d'après-midi, il s'est retiré dans sa chambre, la petite chambre n°15 de l'hôtel du Vieux Morvan avant de redescendre vers 18h dans la salle de restaurant de l'hôtel où l'on avait poussé les tables pour la transformer en salle de réception. C'est là qu'il a attendu les résultats.

Pour ma part, j'étais de permanence dans la chambre n°15, attendant l'appel téléphonique de Lionel Jospin pour me communiquer les résultats. Vers 18h30 ce dernier m'a annoncé que François Mitterrand était élu. Je suis descendu pour lui communiquer l'information ; il était en pleine discussion sur la forêt du Morvan avec Ivan Levaï, Anne Sinclair et deux ou

Par superstition sans doute, nous n'avions rien planifié. François Mitterrand a confié à quelques-uns d'entre nous, dont Louis Mermaz, Roger Hanin et Ivan Levaï, le soin de rédiger sa déclaration du soir. Nous nous sommes installés dans la chambre numéro 15, Louis Mermaz m'a désigné pour prendre des notes dans la mesure où j'étais le plus jeune. Mais nous étions incapables d'écrire. Certes, nous étions confiants, mais le résultat demeurerait une surprise. Il faut reconnaître que cette nouvelle a bousculé la vie politique française, nos vies aussi, d'une certaine manière.

Repères socialistes : A quel moment de la campagne avez-vous compris que vous étiez en train de gagner l'élection présidentielle, si vous l'avez compris ?

Jean Glavany : A l'automne 1980, des élections législatives partielles avaient eu lieu dans la mesure où des députés, essentiellement de droite, avaient intégré le Sénat au mois de septembre. François Mitterrand a pris une part très active à cette campagne puisqu'il a entrepris la tournée des 7 circonscriptions concernées en une semaine. Je l'accompagnais à l'époque avec le journaliste Pierre Favier. A chaque fois, nous rencontrions un vrai enthousiasme, avec beaucoup de monde dans les réunions.

Et ces circonscriptions ont basculé à gauche

pour la plupart. De là naît un véritable espoir.

D'une manière générale, nous avons bénéficié d'une vraie dynamique de campagne. Notre confiance n'a cessé de croître. Notre traditionnel meeting de fin de campagne au Stadium de Toulouse a accueilli plus de 40 000 personnes dans un enthousiasme fou.

Repères socialistes : Vous étiez vous préparés à exercer le pouvoir ?

Jean Glavany :

La préparation au pouvoir a consisté dans la montée en puissance du Parti socialiste, la constitution d'une équipe politique. C'était une équipe incroyable, avec Lionel Jospin comme numéro 2, avec Laurent Fabius, avec Edith Cresson, avec Pierre Bérégovoy, etc., Il faut voir ce qu'était le Parti socialiste à l'époque, d'abord Place du Palais Bourbon puis à Solférino : c'était une ruche, il y avait des réunions de commissions tout le temps, toutes les responsables de la vie sociale du pays venaient être auditionnés, travailler. Mais nous n'étions pas prépa-

rés au pouvoir au sens où nous étions malgré tout inexpérimentés. Dans l'exercice des fonctions qui ont été les nôtres après la passation de pouvoir du 21 mai, nous avons dû apprendre très vite beaucoup de choses. Nous étions des militants et c'était surtout cela qui comptait : nous avions des convictions, de l'enthousiasme ; chacun avait animé sa section, une fédération, c'était peut-être une excellente préparation.

A l'inverse, Mitterrand avait exercé comme ministre à de nombreuses reprises sous la Quatrième République. Il savait ce que c'était que l'appareil d'État. Il était préparé psychologiquement, y compris par deux défaites.

Repères socialistes : Comment vous préparez-vous entre le 10 et le 21 mai ?

Jean Glavany :

À l'époque, j'étais délégué général auprès du premier secrétaire du Parti Socialiste ; je disposais donc d'un bureau à Solférino auquel je me suis rendu le 11 mai au matin, après avoir amené mes enfants à l'école. Nous ne savions pas ce que nous allions devenir, dans la mesure où François Mitterrand ne nous avait rien. Je crois que la seule personne à qui il avait laissé entendre sa future fonction, c'était Pierre Mauroy. Nous dévorions les journaux dans une euphorie absolue et dans l'attente interrogative de ce qui allait nous arriver à titre personnel.

Assez rapidement, François Mitterrand a désigné Pierre Bérégovoy comme animateur d'une antenne présidentielle qui s'est installée rue de Solférino, entre le siège du Parti Socialiste et la Seine. Pierre Bérégovoy appelait un certain nombre d'entre nous et là, dans un grand appartement au rez-de-chaussée transformé en une ruche incroyable travaillée par l'urgence ; nous préparions la suite. Je me sou-

viens d'Hubert Védrine commençant à répondre à tous les télégrammes diplomatiques qui arrivaient du monde entier pour féliciter François Mitterrand ; je me souviens de réunions d'économistes qui réfléchissaient à la situation, qui devaient gérer en urgence les tensions sur le franc ; je me souviens des coups de fil d'un certain nombre de personnalités qui voulaient être reçues ou passer des messages à Mitterrand. Nous bricolions un peu, comme des militants, face aux urgences, sans savoir ce qu'il adviendrait de nous, même si le fait d'être convié à l'antenne présidentielle nous confortait les uns les autres, bien sûr.

Le 22 mai, au lendemain de la prise de pouvoir, une première réunion a été organisée dans le bureau de François Mitterrand ; nous étions neuf autour de lui, dont André Rousselet qui avait exercé des responsabilités dans des cabinets ministériels de la Quatrième République ; mais tous les autres étaient novices, Pierre Bérégovoy, Jacques Fournier, Jean-Claude Colliard, Michel Charasse,

Hubert Védrine, Michel Vauzelle, Nathalie Duhamel et moi. Nous découvrions les téléphones interministériels, les réseaux particuliers, notamment du ministère de l'Intérieur. Et puis la gravité nous a vite pris, car nous avions conscience qu'à l'Elysée, nous étions au cœur du pouvoir. Nous nous sommes retroussés les manches et avons appris très vite.

Lors de cette réunion, François Mitterrand accompagnait d'un petit mot toutes les nominations qu'il effectuait. Lorsqu'il m'a annoncé que je devenais son chef de cabinet, il m'a précisé : « Je veux que vous vous occupiez d'associer le Parti socialiste en permanence au fonctionnement de cette maison ; il en a été exclu trop longtemps. Je m'en occuperai également, Pierre Bérégovoy aussi, mais je veux que vous vous y veilliez au quotidien ». Cela représente très bien l'état d'esprit de Mitterrand, il savait que la politique est une aventure collective.

Repères socialistes : Le choix de dissoudre l'Assemblée nationale a-t-il été objet de débat ? Le procédé était inédit.

Jean Glavany : Cette décision s'imposait d'elle-même. Quand François Mitterrand faisait les choses, c'était parce que politiquement elles s'imposaient ; compte tenu de l'effet de souffle, il était très confiant dans l'effet mobilisateur pour notre camp et démobilisateur pour la droite. Il a dû en discuter avec Pierre Mauroy, mais les deux hommes étaient très alignés.

Repères socialistes : A titre personnel, comment regardez-vous ce 10 mai 1981 ?

Jean Glavany : J'étais à la fois dans l'enthousiasme militant absolu, mais aussi conscient de la gravité et de la lourdeur des tâches. Le Président m'a confié à 32 ans une mission exercée traditionnellement par des préfets, ce qui a expliqué que je le devienne par la suite d'ailleurs. Rétrospectivement évidemment, cette date a changé ma vie. C'est un moment grave, lourd, joyeux, enthousiasmant, tout cela à la fois. Je ne suis pas un nostalgique de nature, je n'en éprouve donc pas. Mais j'ai eu conscience de vivre ce moment intensément, c'était une formidable page de nos vies et de la vie politique française que nous avons vécue de près. J'ai eu beaucoup de chances. Plus tard, nous avons vécu une autre victoire immense, celle de Jospin en 1997 qui a provoqué aussi cinq années de travail militant.

Lors du récent hommage national à Lionel Jospin, je faisais remarquer à Bertrand Delanoë le privilège qui a été le nôtre de vivre 40 ans de la vie politique française auprès de deux hommes d'État, François Mitterrand et Lionel Jospin, qui nous ont permis de tirer le meilleur de nous.

Entretien avec Béatrice Marre

Adhérente au Parti socialiste en 1977, Béatrice Marre en devient en 1979 la déléguée générale à l'administration. Durant l'élection présidentielle de 1981, elle est chargée d'organiser les grands meetings régionaux du candidat François Mitterrand. Le soir de la victoire de la gauche à l'élection présidentielle, elle organise le rassemblement populaire sur la place de la Bastille qu'elle raconte dans son ouvrage : On a repris la Bastille ! 10 mai 1981.

Repères socialistes : A quel moment avez-vous pris conscience que la victoire était proche ?

Béatrice Marre : Au cours de la campagne, j'ai vu monter une vague. J'étais chargée de l'organisation des meetings régionaux ; à Limoges, certes fief socialiste à l'époque, la première salle proposée était petite à mes yeux. J'ai donc demandé une salle de 2 à 3000 places dans l'étonnement moqueur général. En définitive, l'assistance débordait de partout. C'est à ce moment que j'ai senti quelque chose basculer. Puis à Toulouse, en fin de campagne, nous avons atteint 45 000 personnes.

Le 10 mai, nous étions avec Paul Quilès, Lionel Jospin, Laurent Fabius, entre autres, à Solférino, dans l'attente de l'appel de l'Ipsos qui, vers 18 heures, nous a annoncé la victoire. Laurent Fabius, n'y tenant plus a ouvert la fenêtre et l'a claironnée.

Repères socialistes : Vous avez été en charge de l'organisation de la soirée de célébration à la Bastille. Quel souvenir en gardez-vous ?

Béatrice Marre : Paul Quilès, le directeur de campagne, souhaitait organiser une fête place de la République ; mais elle s'y prêtait mal, à la différence de celle de la Bastille. Nous en avons fait la proposition au candidat qui, de guerre lasse, a fini par accepter à la fin du mois d'avril. J'ai donc pris contact, dans une forme d'urgence, avec un régisseur grâce auquel nous avons mobilisé deux semi-remorques chargés de la scène, du matériel électrique,

etc., car nous ne pouvions rien installer avant la fermeture des bureaux de vote.

Vers 18h, Paul Quilès a donc pris contact avec le préfet de Police, Pierre Somveille, un grand préfet, pour l'informer de notre souhait d'organiser notre fête place de la Bastille et solliciter des motards pour escorter nos semi-remorques. Somveille essaye de temporiser, mais Paul Quilès insiste et lui indique que je serai l'interlocutrice opérationnelle. Je prends donc le relais et commence par réclamer des barrières de ville. A ma grande surprise, il m'indique qu'il n'en a aucune de disponible : elles sont toutes utilisées sur les champs Elysées, lieu que Giscard d'Estaing avait choisi pour célébrer sa réélection. Je lui signale qu'il va donc falloir les déplacer. Puis je pars avec Pierre Tourlier, le chauffeur de François Mitterrand qui était resté à Paris, pour me rendre place de la Bastille. Je disposais donc de la seule voiture équipée d'un téléphone, ce qui était indispensable pour l'organisation. D'autant que j'avais l'honneur de disposer de la ligne directe du préfet de police.

La traversée de Paris avec Pierre Tourlier est un grand souvenir : tout le monde faisait le V de la victoire, même les CRS ! Cela faisait vingt-cinq ans qu'on attendait.

Sur place, le commissaire du 12e arrondissement voit arriver une jeune femme et doute que je puisse être en charge de l'organisation à tel point que je dois appeler le préfet pour qu'il lui confirme de vive voix qu'il doit traiter avec moi. A peine raccroché, nos divergences reprennent car il veut barrer tout un axe pour le cas où le nouveau président viendrait à la Bastille. J'ai beau lui affirmer qu'il n'en sera rien, je finis par agiter la menace d'un nouvel appel au préfet pour le faire plier.

Nous avons collé la scène à la colonne, dos au canal, et avons accueilli ainsi près de 500 000 personnes. Les métros déversaient une foule toujours plus nombreuse. Les artistes défilent les uns après les autres sur cette scène grâce à

l'entremise de Claude Villers. Lionel Jospin m'a demandé d'attendre son arrivée pour lancer les prises de parole politique, ce que j'ai respecté scrupuleusement jusqu'à l'arrivée de Michel Rocard. J'avais recalé les représentants des communistes, des radicaux, etc., mais Michel Rocard n'a pas suivi ma consigne et a décidé de monter sur scène. Après lui, d'autres se sont engouffrés dans la brèche.

On diffusait sur un écran géant le concert, les prises de parole et des résultats télévisés. J'avais réussi à obtenir l'un des trois appareils qui était capable de cela en Europe. Il était venu de Belgique dans la mesure où le CNIT n'avait pas voulu nous prêter le sien. Nous l'avions déjà employé lors du meeting de lancement de la porte de Versailles. Mais place de la Bastille, une bourrasque décroche l'écran tendu. La foule se met à crier, joyeuse, « El Ka... bache » par référence au journaliste assez partisan de VGE.

La foule devenait compliquée à gérer tant elle était nombreuse et puis je vois quelques gouttes tomber, suivies d'un déluge lié à un orage. Je peux dire que l'orage nous a sauvés, vers une heure du matin. Dispersion naturelle...

Je suis restée sur place pour tout ranger, puis à 5h30 nous sommes allés à la gare pour récupérer les titres du matin. On voulait avoir la totalité de la collection de journaux.

une dépose dans une rue adjacente de Soufflot, mais ont commis une erreur. Barenboim qui avait commencé la 9ème symphonie avec son orchestre s'est interrompu, furieux. Il a fallu tout le poids de Jack Lang pour l'inciter à reprendre. La pluie se met alors à tomber, les barrières ont été et une foule s'est précipitée dans l'entière rue Soufflot, derrière François Mitterrand. Les images sont magnifiques.

Repères socialistes : A titre personnel, que représente le 10 mai ?

Béatrice Marre : Le 10 mai pour moi, c'est d'abord l'immense joie et fierté d'avoir participé, même modestement, à un événement historique d'une telle importance. Cette aventure m'a permis de lutter contre les doutes sur mes compétences. La France de 1980 n'était pas moins misogyne que celle d'aujourd'hui... C'est à ce moment-là que ma carrière est devenue politique et professionnelle. Mais quelques jours après, je suis victime d'un grave accident qui me tient à l'écart pendant 8 mois. A mon retour, je suis entrée au cabinet de Joseph Franceschi avant d'intégrer le corps préfectoral et de devenir notamment sous-préfète de Château-Chinon... En 1988, je deviens cheffe de cabinet de François Mitterrand jusqu'en 1995. Puis députée en 1997. J'ai eu une chance extraordinaire de participer à ces aventures.

• **Repères socialistes** : Après cette fête, comment préparez-vous l'accession au pouvoir ?

• **Béatrice Marre** : Il méchoit de préparer la cérémonie au Panthéon avec Jack Lang et Roger Hanin. Lors de la visite préparatoire, le conservateur nous demande de bien rester sur les bords de la coupole pour nous rendre à la crypte. Face à notre étonnement, il nous précise que des pierres tombent régulièrement et que son budget lui permet uniquement d'entretenir les serrures des portes. Jack Lang lui promet alors d'y remédier, ce qui sera chose faite l'année suivante.

• En parallèle, nous gérons les exigences de Daniel Barenboim : les voitures devaient réaliser



Pour aller



plus loin

Béatrice Marre & Paul Quilès , *On a repris la Bastille ! 10 mai 1981*, Paris, Fondation Jean Jaurès, 2011.

Floran Vadillo, «Prendre le pouvoir : le joli mois de mai 1981», [note de la Fondation Jean Jaurès, 2011](#)

[Dossier](#) de l'Institut François Mitterrand

[La déclaration de François Mitterrand](#) sur le site de l'INA

François Mitterrand

45 ANS APRÈS,
UNE EMPREINTE
TOUJOURS VIVANTE



Repères socialiste

Fondateur : *Olivier Faure*

Editeur : *Parti socialiste*

Directeur de la publication : *Floran Vadillo*

Rédacteur en chef : *Richard Bouigue*

Directrice de la communication : *Julie Trassard-Donatien*

Conception graphique : *Laurent Loison*

10 € PRIX UNITAIRE

Éditeur : 978-2-488933